

Chambre des Représentants

SESSION 1960-1961.

8 DÉCEMBRE 1960.

PROJET DE LOI

apportant des modifications
aux lois sur la milice.

AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Article premier.

Remplacer le littéra b) de cet article, par ce qui suit :

« A l'alinéa 8 entre le mot « sélection » et les mots « soit au Conseil » sont insérés les mots « soit à l'examen médical effectué à l'étranger. »

Art. 6.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« L'article 7, § 3, 1^{er} alinéa, dernière phrase, est remplacé par :

« Il subit cependant l'examen médical à l'étranger dans les mêmes conditions que les inscrits. »

JUSTIFICATION (art. 1 et 6).

La modification proposée est la conséquence de la proclamation de l'indépendance de la République du Congo.

Art. 7.

Au nouveau texte de l'article 8, remplacer les mots « du Congo belge et du Ruanda-Urundi » par les mots « des Affaires Africaines ».

Voir :

564 (1959-1960) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Rapport sur des articles disjoints.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1960-1961.

8 DÉCEMBRE 1960.

WETSONTWERP

houdende wijziging
in de dienstplichtwetten.

AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

Eerste artikel.

Littera b) van dit artikel vervangen door wat volgt :

« In lid 8 worden tussen het woord « selectiecentrum » en de woorden « hetzij bij de herkeuringsraad » de woorden « hetzij voor de keuring in het buitenland » ingevoegd. »

Art. 6.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Artikel 7, § 3, eerste lid, laatste zin, wordt vervangen door :

« Hij wordt evenwel in het buitenland onder dezelfde voorwaarden als de ingeschrevenen gekeurd. »

VERANTWOORDING (art. 1 en 6).

De voorgestelde wijziging is het gevolg van de uitroeping van de onafhankelijkheid van de Republiek Congo.

Art. 7.

In de nieuwe tekst van artikel 8, de woorden « van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi » vervangen door de woorden « van Afrikaanse Zaken ».

Zie :

564 (1959-1960) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Verslag over afgescheiden artikelen.

JUSTIFICATION.

La modification proposée résulte du changement de dénomination du Ministre du Congo et du Ruanda-Urundi.

Art. 8.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« a) L'article 10, § 1^{er}, 1^o, 11^{me} alinéa est remplacé par la disposition suivante : « Toutefois, le conseil de milice peut avoir égard aux ressources présumées de l'année d'introduction de la demande de sursis, s'il est établi que celles-ci seront inférieures à celles de l'année précédente; en ce cas, le conseil supérieur de milice doit baser sa décision sur les éléments du même exercice fiscal que celui pris en considération par le conseil de milice. »

b) Le § 1^{er}, 1^o, dernier alinéa, du même article est remplacé par la disposition suivante :

« Les ressources de ceux qui ont leur résidence effective et habituelle à l'étranger peuvent être évaluées en tenant compte de la différence du pouvoir d'achat de la monnaie. »

c) Au même article, le 3^e du § 1^{er} est supprimé.

d) Au même article, le § 1^{er}, 7^e est remplacé par la disposition suivante :

« 7^e Les étudiants qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein dans un établissement d'enseignement non visé au § 2 du présent article, de même que les jeunes gens qui sont liés par un contrat d'apprentissage dont la conclusion est reconnue et l'exécution contrôlée par l'Etat. »

e) Au même article, le § 1^{er}, 9^e est remplacé par la disposition suivante :

« 9^e Celui qui réside à l'étranger. »

f) Le § 2 du même article est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. — Sont en droit d'obtenir des sursis, comme il est prévu au § 1^{er}, l'âge de 23 ans déterminant le millésime de la dernière levée étant toutefois porté à 25 ans :

1^o) les inscrits qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein, soit d'une des quatre universités ou d'un autre établissement d'enseignement supérieur belge désigné par le Ministre de l'Intérieur, soit d'une université ou établissement d'enseignement supérieur étranger d'un degré équivalent;

2^o) les officiers de marine, les élèves des écoles de navigation et des écoles de pêche, les mécaniciens, chauffeurs et matelots spécialisés de la marine de l'Etat, de la marine marchande et de la flotte de pêche »;

g) Le § 4, 4^e du même article est remplacé par la disposition suivante :

« 4^e Pour les inscrits qui sont docteurs en médecine ou docteurs en médecine vétérinaire ou qui sont inscrits en dernière année et qui désirent être mis à la disposition du Ministre des Affaires Africaines. »

VERANTWOORDING.

De voorgestelde wijziging vloeit voort uit de wijziging van de benaming van het Ministerie van Congo en van Ruanda-Urundi.

Art. 8.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« a) Artikel 10, § 1, 1^o, lid 11, wordt door de volgende bepaling vervangen : « Nochtans is de militieraad bevoegd rekening te houden met de vermoedelijke inkomsten van het jaar waarin de aanvraag om uitstel wordt ingediend wanneer bewezen is dat deze lager zullen zijn dan die van het voorgaande jaar; in dit geval moet de hoge militieraad zijn beslissing steunen op de gegevens van hetzelfde belastingdienstjaar als dat hetwelk door de militieraad in aanmerking genomen werd. »

b) § 1, 1^o, laatste lid, van hetzelfde artikel wordt door volgende bepaling vervangen :

« De inkomsten van hen die hun werkelijke en gewone verblijfplaats in het buitenland hebben, mogen geraamd worden, rekening houdende met het verschil van koopkracht der munt. »

c) In hetzelfde artikel wordt 3^e van § 1 geschrapt.

d) In hetzelfde artikel wordt § 1, 7^e vervangen door de volgende bepaling :

« 7^e De leerlingen en studenten die regelmatig de volledige dagcursussen volgen in een onderwijsinstelling welke niet onder § 2 van onderhavig artikel is bedoeld, zomede de jongelingen die gebonden zijn door een leercontract waarvan de afsluiting erkend en de uitvoering gecontroleerd zijn door de Staat. »

e) In hetzelfde artikel wordt § 1, 9^e vervangen door de volgende bepaling :

« 9^e Hij die in het buitenland verblijft. »

f) § 2 van hetzelfde artikel wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. — Hebben recht om uitstel te bekomen, zoals bepaald in § 1 — met dien verstande evenwel dat de leeftijd van 23 jaar, die het jaartal van de laatste lichting bepaalt, op 25 jaar wordt gebracht :

1^o) de ingeschrevenen die de volledige dagcursussen regelmatig volgen, hetzij aan een der vier Belgische universiteiten of aan een andere door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen Belgische hogere onderwijsinstelling, hetzij aan een gelijkwaardige buitenlandse universiteit of hogere onderwijsinstelling;

2^o) de zeeofficieren, de leerlingen van de zeevaart- en visserijscholen, de vakbekwame machinisten, stokers en matrozen van de Staatsmarine, de koopvaardij- en vissersvloot »;

g) § 4, 4^e van hetzelfde artikel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4^e voor de ingeschrevenen, die doctor in de geneeskunde of doctor in de veeartsenijkunde zijn of die voor het laatste jaar zijn ingeschreven en die ter beschikking van de Minister van Afrikaanse Zaken wensen te worden gesteld. »

h) Le § 4 du même article est complété par la disposition suivante :

« 5° Pour les inscrits qui résident effectivement et habituellement à l'étranger, dans un pays autre que les Iles britanniques et les pays limitrophes de la Belgique ».

i) Il est ajouté au même article un § 5 libellé comme suit :

« § 5. — L'inscrit dont la demande de sursis est basée sur la fréquentation de cours comme prévu au § 1^{er}, 7° et § 2, 1°, du présent article, peut solliciter l'obtention simultanée de plusieurs sursis. En ce cas, la juridiction de milice compétente peut, par une seule décision, accorder plusieurs sursis et rattacher l'intéressé à une levée déterminée en tenant compte de la durée normale des études entreprises ».

JUSTIFICATION.

a) Le nouveau texte reprend celui de l'ancien littéra a) mais en le complétant par une précision concernant les éléments sur lesquels le conseil supérieur de milice doit baser sa décision.

b) Le remplacement par une nouvelle disposition de l'article 10, § 1^{er}, 1°, dernier alinéa, des lois sur la milice coordonnées le 2 septembre 1957 résulte des événements du Congo.

c) Comme il convient de porter à 7 le nombre des sursis pour les marins, la disposition que l'on supprime au § 1^{er} de l'article 10 des lois coordonnées est reprise au § 2.

d) Pour favoriser l'accès aux professions, il est proposé de prévoir 5 sursis pour les jeunes gens qui sont liés par un contrat d'apprentissage à la condition que la conclusion et l'exécution de celui-ci soient contrôlées par l'Etat.

Ces sursis étaient d'ailleurs compris dans l'article 10, 7°, de la loi du 15 juin 1951 sur la milice.

e) La modification proposée de l'article 10, § 1^{er}, 2°, résulte des événements du Congo.

f) En vue d'encourager le recrutement des jeunes dans la marine et de prolonger les possibilités d'entrée dans cette profession, la durée des sursis prévus à l'article 10, § 1^{er}, 3°, des lois coordonnées le 2 septembre 1957 a été portée de cinq à sept.

Dans un but de clarté, le § 2 de l'article 10 a été subdivisé. Le 2° vise les marins.

g) La modification à l'article 10, § 4, 4°, des lois coordonnées sur la milice résulte des événements du Congo.

h) Le nouveau texte à ajouter sous le 5° au § 4 de l'article 10 des lois coordonnées sur la milice trouve sa justification dans la nécessité de prévoir plus de sursis pour les miliciens qui résident effectivement et habituellement à l'étranger : ces sursis leur permettent d'obtenir la dispense s'ils remplissent les conditions déterminées à l'article 10, a) 1, du projet tel qu'il est amendé.

i) Le texte du projet [art. 8, litt. b)] tend à permettre l'octroi simultané de plusieurs sursis pour études. Le § 1^{er}, 7°, et le § 2 de l'article 10 des lois coordonnées ayant été complétés en ce sens que des sursis y sont prévus également pour des miliciens qui ne font pas des études, une légère précision du texte est nécessaire.

Art. 10.

1) Remplacer les 1°, 2° et 3° du § 1^{er} par ce qui suit :

« 1°) L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, après l'âge de 18 ans, a durant cinq ans au moins sa résidence effective et habituelle à l'étranger, dans un pays autre que les Iles Britanniques et les pays limitrophes de la Belgique;

h) § 4 van hetzelfde artikel wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 5° Voor de ingeschrevenen die werkelijk en gewoonlijk verblijfhouden in het buitenland, uitgezonderd in de Britse Eilanden en de aan België grenzende landen ».

i) Aan hetzelfde artikel wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. — De ingeschrevene wiens aanvraag om uitstel gesteund is op het volgen van cursussen zoals bedoeld bij § 1, 7° en § 2, 1° van dit artikel, kan gelijktijdig om verscheidene uitstellen verzoeken. In dit geval, kan het bevoegde militierechtscollege bij één enkele beschikking verscheidene uitstellen verlenen en de betrokkene bij een bepaalde lich-ting indelen, daarbij rekening houdende met de normale duur van de ondernomen studies ».

VERANTWOORDING.

a) De nieuwe tekst neemt die van het vroegere littéra a) over maar met dien verstande dat het wordt aangevuld met een nadere bepaling betreffende de gegevens waarop de hoge militierraad zijn beslissing dient te steunen.

b) De vervanging door een nieuwe bepaling van artikel 10, § 1, 1°, laatste lid van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 2 september 1957, spruit voort uit de gebeurtenissen in Congo.

c) Doordien het aantal uitstellen voor zeelieden op 7 moet worden gebracht, wordt de bepaling, die men in § 1 van artikel 10 der gecoördineerde wetten schrapte, overgenomen in § 2.

d) Teneinde de toegang tot de beroepen in de hand te werken, werd voorgesteld 5 uitstellen te voorzien voor de jonge lieden die door een leercontract zijn gebonden op voorwaarde dat de afsluiting en de uitvoering ervan door de Staat worden gecontroleerd.

Deze uitstellen waren ten andere begrepen in artikel 10, 7° van de dienstplichtwet van 15 juni 1951.

e) De voorgestelde wijziging van artikel 10, § 1, 2°, spruit voort uit de gebeurtenissen in Congo.

f) Teneinde de aanwerving van jongeren bij het zeewezen in de hand te werken en de toegangsmogelijkheden tot dit beroep te verlenen, werd de duur van de uitstellen als bedoeld bij artikel 10, § 1, 3° der op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten van vijf op zeven gebracht.

Klaarheidshalve werd § 2 van artikel 10 onderverdeeld. Het 2° heeft betrekking op de zeelieden.

g) De wijziging in artikel 10, § 4, 4° der gecoördineerde dienstplichtwetten spruit voort uit de gebeurtenissen in Congo.

h) De onder 5° in § 4 van artikel 10 der gecoördineerde dienstplichtwetten toe te voegen nieuwe tekst vindt zijn grond in de noodzaak meer uitstellen te voorzien voor de dienstplichtigen die werkelijk en gewoonlijk in het buitenland verblijfhouden : deze uitstellen laten hun toe de vrijlating te bekomen indien zij de voorwaarden gesteld bij artikel 10, a) 1 van het ontwerp, zoals het is geamendeerd, vervullen.

i) De tekst van het ontwerp [art. 8, litt d)] strekt tot het gelijktijdig verlenen van verscheidene uitstellen voor studies. Daar § 1, 7° en § 2 van artikel 10 der gecoördineerde wetten werden aangevuld in die zin dat er insgelijks uitstellen voorzien zijn voor dienstplichtigen die geen studies doen, is een lichte verduidelijking van de tekst noodzakelijk.

Art. 10.

1) 1°, 2° en 3° van § 1 vervangen door wat volgt :

« 1°) De ingeschrevene die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitsteltermijnen en die, na de leeftijd van 18 jaar, gedurende ten minste vijf jaar zijn werkelijke of gewone verblijfplaats heeft in het buitenland, uitgezonderd in de Britse Eilanden en de aan België grenzende landen;

2°) L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins les conditions déterminées à l'article 10, § 1^{er}, 4°;

3°) L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux sept premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins, les conditions déterminées à l'article 10, § 2, 2° ».

2) Au § 1^{er}, 5° supprimer les mots : « mis à la disposition du Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi conformément à l'article 63, § 4 ».

JUSTIFICATION.

1. — a) Le nombre des miliciens qui en raison de leur âge n'ont plus droit aux cinq premiers sursis et se sont établis à l'étranger dans un pays autre que les Iles Britanniques et les pays limitrophes de la Belgique n'est pas fort élevé. Au surplus, le Congo est à comprendre parmi les territoires étrangers.

Dans tous ces cas, il s'indique d'octroyer la dispense lorsque le milicien réside à l'étranger depuis cinq ans au moins au moment où il aura obtenu cinq sursis.

Il n'est donc plus fait de distinction entre les miliciens selon leur résidence ou la durée de celle-ci, ce qui permet de combiner les 1° et 3° du § 1^{er} de l'article 10 du projet de loi.

b) Il importe d'introduire une disposition nouvelle et distincte en ce qui concerne les miliciens appartenant à la marine.

Le § 2 de l'article 10 des lois coordonnées devant être modifié par l'article 8, f), 2°, du projet de loi, il y a lieu d'apporter une concordance en ce qui concerne le nombre de sursis, qui a été fixé à sept.

2. — La modification proposée à l'article 10, § 1^{er}, 5°, du projet de loi est justifiée par le fait qu'aucune mise à la disposition du Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi n'a eu lieu sur base de l'article 63, § 4, des lois coordonnées. Cette possibilité étant exclue dans l'avenir, il n'y a plus lieu de citer cette équivalence dans la loi pour les conditions de dispense ou de libération.

Art. 11.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Au Chapitre IV, la Section IV et l'article 13 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Section IV. — De l'octroi des sursis ordinaires par décision ministérielle.

Art. 13. — Lorsque le nombre de demandes de sursis, basées sur l'article 10, § 1^{er}, 5° à 8°, § 2-1°, § 3 ou § 4, 1°, 3° et 4°, et introduites durant les délais normaux, n'est pas jugé trop élevé par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Défense Nationale, toutes ces demandes sont accueillies simultanément par le Ministre de l'Intérieur, mais leur effet est limité à un seul sursis.

La décision d'octroi du sursis à ces miliciens doit intervenir dans les deux mois après l'expiration des délais normaux prévus pour l'introduction des demandes. Elle est publiée au Moniteur belge et notifiée à chaque intéressé par les soins de l'autorité communale ».

JUSTIFICATION.

Devant l'augmentation du nombre des miliciens qui deviendra importante dès la levée de 1962, et plus encore à partir de la levée de 1965, il convient de prévoir la possibilité d'accorder tous les sursis ne conduisant pas à une dispense, par une simple décision du Ministre de l'Intérieur. Celle-ci serait prise en accord avec le Ministre de la Défense nationale dans un délai fixé par la loi de manière à ce que les juridictions de milice soient encore à même d'effectuer leur travail si les

2°) De ingeschrevene, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitsteltermijnen en die, bij het indienen van zijn aanvraag, sedert ten minste twee jaar de voorwaarden, gesteld in artikel 10, § 1, 4° vervult;

3°) De ingeschrevene, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste zeven uitsteltermijnen en die, bij het indienen van zijn aanvraag, sedert ten minste twee jaar de voorwaarden, gesteld in artikel 10, § 2, 2°, vervult ».

2) In § 1, 5° de woorden weglaten « ter beschikking van de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, overeenkomstig artikel 63, § 4, gesteld ».

VERANTWOORDING.

1. — a) Het aantal dienstplichtigen die onwille van hun leeftijd geen recht meer hebben op de eerste vijf uitstellen en zich hebben gevestigd in het buitenland in een ander land dan de Britse Eilanden en de aan België grenzende landen, is niet aanzienlijk. Daarenboven dient Congo onder de vreemde landen begrepen te worden.

In al deze gevallen is het geboden vrijlating te verlenen wanneer de dienstplichtige in het buitenland verblijft sinds ten minste vijf jaar op het ogenblik dat hij vijf uitstellen zal hebben bekomen.

Er wordt dus geen onderscheid meer gemaakt tussen de dienstplichtigen naargelang hun verblijf of de duur hiervan, wat het mogelijk maakt 1° en 3° van § 1 van artikel 10 van het wetsontwerp te combineren.

b) Er dient een nieuwe en afzonderlijke bepaling ingevoerd wat de tot het zeewezen behorende dienstplichtigen betreft.

Daar § 2 van artikel 10 der gecoördineerde wetten dient gewijzigd door artikel 8, f), 2° van het wetsontwerp, moet er overeenstemming worden gebracht wat betreft het aantal uitstellen, dat op zeven werd bepaald.

2. — De voorgestelde wijziging in artikel 10, § 1, 5° van het wetsontwerp is gerechtvaardigd door het feit dat geen enkele terbeschikkingstelling van de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi heeft plaats gehad op grond van artikel 63, § 4 der gecoördineerde wetten. Daar deze mogelijkheid in de toekomst is uitgesloten, dient deze gelijkstelling niet meer te worden aangehaald in de wet wat betreft de voorwaarden voor vrijlating of ontheffing.

Art. 11.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« In Hoofdstuk IV, worden de Afdeling IV en artikel 13 vervangen door de navolgende bepalingen :

Afdeling IV. — Verlening van gewone uitstellen bij ministeriële beschikking.

Art. 13. — Wanneer het aantal aanvragen om uitstel, gesteund op artikel 10, § 1, 5° tot 8°, § 2-1°, § 3 of § 4, 1°, 3° en 4° en ingediend tijdens de normale termijnen door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Landsverdediging niet te hoog wordt geacht, worden al deze aanvragen door de Minister van Binnenlandse Zaken gelijktijdig ingewilligd maar hun uitwerking wordt tot een enkel uitstel beperkt.

De beschikking houdende verlening van het uitstel aan deze dienstplichtigen moet genomen worden binnen twee maanden na het verstrijken van de normale termijnen gesteld voor de indiening van de aanvragen. Zij wordt in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd en door toedoen van de gemeenteverheid aan iedere belanghebbende genotificeerd ».

VERANTWOORDING.

Wegens de stijging van het aantal dienstplichtigen, die vanaf de lichter 1962 belangrijk zal worden en nog meer vanaf de lichter 1965, dient de mogelijkheid te worden voorzien om bij een eenvoudige beslissing van de Minister van Binnenlandse Zaken al de uitstellen die niet tot een vrijlating leiden, toe te staan. Bedoelde beslissing zou in overleg met de Minister van Landsverdediging worden genomen binnen een bij de wet bepaalde termijn en wel derwijze dat de militierechts-

Ministres intéressés estiment ne pas pouvoir accorder ces sursis en bloc.

Une disposition semblable existait d'ailleurs précédemment à l'article 24 de la loi du 15 juin 1951, ainsi qu'à l'article 11, b), des lois coordonnées du 15 février 1937.

Il est évident qu'en cas de doute la demande de sursis sera soumise au Conseil de milice, lequel conserve toute sa compétence.

Art. 14.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Le libellé de la Section VII est remplacé par le suivant :

« De la mise à la disposition du Ministre des Affaires Africaines ».

JUSTIFICATION.

Le libellé de la Section VII des lois sur la milice coordonnées le 2 septembre 1957 doit être modifié par suite du changement d'appellation du Ministre des Colonies.

D'autre part, l'article 14 a été disjoint du projet, de sorte qu'il doit être supprimé.

Art. 16.

1) Remplacer le littéra a) de cet article, par ce qui suit :

« a) A l'article 20, § 1^{er}, 5^o, le mot « Colonies » est remplacé par les mots « Affaires Africaines » et le 6^o est supprimé ».

2) Au littéra b), 2^{me} alinéa, 3^{me} ligne, supprimer les mots « ou 3^o ».

3) In fine du même littéra b), ajouter ce qui suit :

« Si par l'octroi du sursis après son appel au service actif, l'intéressé est compris dans le contingent d'une levée ultérieure, il lui est tenu compte du temps qu'il aurait déjà passé sous les armes ».

JUSTIFICATION.

1) La modification proposée résulte du changement de dénomination du Ministre cité.

2) et 3) Par suite de l'amendement à l'article 10, § 1^{er}, le renvoi au 3^o doit être supprimé; d'autre part, il arrive que des miliciens qui introduisent peu avant leur appel au service actif une demande tardive de sursis basée sur l'article 20, § 3, n'obtiennent ce sursis qu'après avoir effectué un certain temps de service.

Il est équitable de décompter ce temps de leur service actif ultérieur, tout comme cela est accordé en vertu de l'article 11, § 3, à l'inscrit qui reçoit un sursis extraordinaire alors qu'il est en service actif et est remis à une levée ultérieure.

Art. 17.

Remplacer le texte de cet article, par ce qui suit :

« L'article 21 est remplacé par la disposition suivante :

§ 1^{er}. — Les demandes des miliciens marins doivent être introduites par le commissaire maritime ou par son intermédiaire.

§ 2. — Les demandes de tout milicien peuvent être introduites par un fondé de pouvoir spécial. Elles doivent dans ce cas, être accompagnées du pouvoir, revêtu de la signature du milicien ».

colleges nog in staat zouden zijn hun werkzaamheden te verrichten indien de betrokken Ministers oordelen dat de uitstellen niet ineens kunnen worden toegestaan.

Een soortgelijke bepaling bestond voorheen in artikel 24 der wet van 15 juni 1951 alsook in artikel 11b der gecoördineerde wetten van 15 februari 1937.

Het spreekt vanzelf dat in geval van twijfel de aanvraag om uitstel zal worden onderworpen aan de Militieraad die volledig bevoegd blijft.

Art. 14.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« De omschrijving van Afdeling VII wordt door de volgende vervangen :

« De terbeschikkingstelling van de Minister van Afrikaanse Zaken ».

VERANTWOORDING.

De omschrijving van afdeling VII der dienstplichtwetten gecoördineerd op 2 september 1957 dient te worden gewijzigd ingevolge de verandering van de benaming van het Ministerie van Koloniën.

Daarenboven werd artikel 14 uit het ontwerp gelicht, zodat het moet worden geschrapt.

Art. 16.

1) Littéra a) van dit artikel vervangen door wat volgt :

« a) In artikel 20, § 1, 5^o wordt het woord « Koloniën » vervangen door « Afrikaanse Zaken » en het 6^o wordt geschrapt ».

2) In littéra b), 2^{de} lid, 3^{de} regel, de woorden « of 3^o » weglaten.

3) In fine van hetzelfde littéra b), toevoegen wat volgt :

« Indien door het verlenen van het uitstel na zijn oproeping voor de werkelijke dienst, de betrokkene opgenomen is in het contingent van een latere lichting, wordt hem de tijd aangerekend die hij onder de wapens reeds mocht hebben doorgebracht ».

VERANTWOORDING.

1) De voorgestelde wijziging vloeit voort uit de wijziging van de benaming van de genoemde Minister.

2) en 3) Ten gevolge van het amendement op artikel 10, § 1 dient de verwijzing naar 3^o weg te vallen. Anderzijds gebeurt het dat dienstplichtigen die kort vóór hun oproeping voor de werkelijke dienst een laat-tijdige aanvraag om uitstel gesteund krachtens artikel 20, § 3, indienen, dit uitstel slechts bekomen dan na een zekere diensttijd te hebben vervuld.

Het is billijk deze tijd af te trekken van hun latere werkelijke dienst zoals dit ook is toegestaan krachtens artikel 11, § 3 aan de ingeschrevene die een buitengewoon uitstel bekomt wanneer hij in actieve dienst is en naar een latere lichting overgaat.

Art. 17.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Artikel 21 wordt vervangen door de volgende bepaling :

§ 1. — De aanvragen van de dienstplichtige zeelieden moeten door de waterschout of door diens bemiddeling worden ingediend.

§ 2. — De aanvragen van iedere dienstplichtige mogen door een bijzonder gevolmachtigde worden ingediend. In dat geval dient de volmacht, voorzien van de handtekening van de dienstplichtige, bij de aanvraag gevoegd te worden.

JUSTIFICATION.

En raison de la nouvelle situation politique au Congo, il n'y a plus de motif de donner la possibilité aux miliciens résidant au Congo d'introduire les demandes par le Ministre des Affaires Africaines ou son délégué. Le § 1^{er} de l'article 21 des lois coordonnées sur la milice ne doit donc plus être repris.

D'autre part, il est apparu qu'il y a intérêt à ce que toutes les demandes de sursis ou dispense pour marins soient introduites par le canal du commissaire maritime, afin d'assurer l'unité de jurisprudence et d'éviter les abus.

Art. 24.

Remplacer le littéra a) de cet article, par ce qui suit :

« a) A l'article 33, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

§ 1^{er}. — Le droit d'appel du milicien marin peut être exercé par le commissaire maritime. »

JUSTIFICATION.

La nouvelle disposition de l'article 24, a), n'est que la mise en concordance avec le nouvel article 21 des lois coordonnées sur la milice.

Art. 25bis (nouveau).

Insérer un article 25bis (nouveau) libellé comme suit :

A l'article 39, 3^o, les mots « au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ou » sont supprimés.

JUSTIFICATION.

A la suite de la situation actuelle du Congo, il y a lieu de ne plus stipuler expressément l'examen médical dans ce pays.

Art. 25ter (nouveau).

Insérer un article 25ter (nouveau) libellé comme suit :

A l'article 43, § 4, avant l'alinéa « Désigné apte au service » est ajouté l'alinéa « Demande rejetée ».

JUSTIFICATION.

Selon l'article 43, § 4 actuel, le conseil de revision peut décider l'aptitude, l'ajournement, l'inaptitude définitive ou la non-admission au devancement d'appel. Si après une décision d'aptitude le milicien est remis en personne à l'autorité militaire, ce qui est le cas par exemple lorsqu'il y a eu demande d'exemption ou d'ajournement, l'intéressé est appelé cependant à se présenter ultérieurement au Centre de Recrutement et de Sélection pour y subir de nouveau une visite médicale. Il sera soit encore une fois déclaré apte, soit ajourné ou renvoyé au Conseil de Revision. Or, il n'est pas normal que la décision d'aptitude prononcée par une juridiction de milice puisse être mise à néant par le Centre de Recrutement et de Sélection.

En ajoutant une possibilité supplémentaire de décision pour le Conseil de revision, soit le simple rejet de la demande du milicien, l'anomalie signalée ci-dessus sera évitée.

Art. 26.

Au nouveau texte de l'article 44, alinéa 2, remplacer les mots « au Congo ou au Ruanda-Urundi ou au siège d'un poste diplomatique ou consulaire » par les mots « à l'étranger ».

JUSTIFICATION.

La suppression demandée dans le nouveau texte de l'article 44, 2^e alinéa, des lois coordonnées sur la milice, résulte des événements du Congo.

VERANTWOORDING.

Omwille van de nieuwe politieke toestand in Congo, bestaat, er geen reden om aan de in Congo verblijvende dienstplichtigen de mogelijkheid te bieden de aanvragen door de Minister van Afrikaanse Zaken of diens gemachtigde in te dienen, § 1 van artikel 21 der gecoördineerde dienstplichtwetten moet dus niet meer worden overgenomen.

Anderzijds, is het van belang gebleken dat alle aanvragen om uitsstel of vrijlating voor zeelieden ingediend worden door toedoen van de waterschout ter verzekering van de eenheid in de rechtspraak en het vermijden van misbruiken.

Art. 24.

Littéra a) van dit artikel vervangen door wat volgt :

« a) In artikel 33, wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

§ 1. — Het recht van hoger beroep van de dienstplichtige zeeman kan door de waterschout uitgeoefend worden. »

VERANTWOORDING.

De nieuwe bepaling van artikel 24, a) komt slechts neer op een in overeenstemming brengen met het nieuwe artikel 21 van de gecoördineerde dienstplichtwetten.

Art. 25bis (nieuw).

Een artikel 25bis invoegen dat luidt als volgt :

In artikel 39, 3^o worden de woorden « in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi of » weggelaten.

VERANTWOORDING.

Ten gevolge van de huidige toestand in Congo, dient niet meer uitdrukkelijk de keuring in dit land te worden gestipuleerd.

Art. 25ter (nieuw).

Een artikel 25ter invoegen dat luidt als volgt :

In artikel 43, § 4, voor het lid « Aangewezen, geschikt voor de dienst » wordt het lid « Aanvraag verworpen » toegevoegd.

VERANTWOORDING.

Volgens het huidige artikel 43, § 4, mag de herkeuringsraad besluiten tot dienstgeschiktheid, voorlopige afkeuring, definitieve ongeschiktheid of niet-toelating tot vervroegde dienstneming. Indien na een beschikking houdende geschiktheidsverklaring, die dienstplichtige persoonlijk aan de militaire overheid wordt overgegeven, wat bijvoorbeeld het geval is wanneer er geen aanvraag om vrijstelling of om voorlopige afkeuring werd gedaan, wordt de dienstplichtige nochtans opgeroepen om achteraf voor het Recruterings- en Selectiecentrum te verschijnen teneinde er opnieuw te worden gekeurd. Hij zal hetzij nogmaals geschikt worden verklaard, hetzij voorlopig worden afgekeurd of verwezen naar de Herkeuringsraad. Welnu, het is niet normaal dat de door een militierechtscollege uitgesproken beslissing houdend geschiktheidsverklaring door de Recruterings- en Selectiecentrum zou kunnen te niet worden gedaan.

Door het eveneens opnemen van een bijkomende mogelijkheid tot beslissing voor de Herkeuringsraad bestaande in de eenvoudige verwerping van de aanvraag van de dienstplichtige, zal de ongerijmdheid waarvan tevoren sprake, worden voorkomen.

Art. 26.

In de nieuwe tekst van artikel 44, lid 2, de woorden « in Congo of in Ruanda-Urundi of ten zetel van een diplomatieke of consulaire post » vervangen door de woorden « in het buitenland ».

VERANTWOORDING.

De gevraagde schrapping in de nieuwe tekst van artikel 44, lid 2, van de gecoördineerde dienstplichtwetten spruit voort uit de gebeurtenissen in Congo.

Art. 27.

1) A l'article 46 § 1^{er}, supprimer les mots « au Congo, au Ruanda-Urundi ou ».

2) Aux §§ 3, 4 et 5 du même article supprimer respectivement les mots « par le Gouverneur Général du Congo », « le Gouverneur Général » « par le Gouverneur Général ou ».

3) Au § 6 du même article supprimer les mots « par l'autorité belge au Congo ou au Ruanda-Urundi ou ».

JUSTIFICATION.

Les suppressions demandées dans le nouveau texte de l'article 46 des lois coordonnées résultent des événements du Congo.

Art. 33bis (nouveau).

Insérer un article 33bis (nouveau), libellé comme suit :

« A l'article 61, alinéa 2, les mots « le Commandant du Centre » sont remplacés par les mots « le Gouverneur ».

JUSTIFICATION.

Avant même de convoquer le milicien au Centre de Recrutement et de Sélection, le Gouverneur est généralement au courant des motifs légitimes qui imposeront l'examen médical à domicile.

Lorsque cette situation se présente, il est plus rationnel que le Gouverneur puisse renvoyer directement l'intéressé au conseil de revision pour application des dispositions concernant l'examen médical à domicile, sans faire intervenir le commandant du centre.

Art. 34.

Remplacer le texte de cet article, par ce qui suit :

« L'article 62 est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 62. — A sa sortie du centre, le milicien reconnu apte est renvoyé dans ses foyers en attendant son appel pour accomplir le terme de service actif.

Les dispositions de l'article 102 lui sont applicables. »

JUSTIFICATION.

Afin de donner une base légale certaine à la convocation du milicien absent, déjà reconnu apte au centre de recrutement et de sélection et appelé à accomplir le terme de service actif, il a paru nécessaire d'ajouter à l'article 62 de la loi une disposition prévoyant explicitement que les dispositions de l'article 102 lui sont applicables.

Art. 35.

Supprimer le littéra b) de cet article.

Art. 36.

Au littéra a), remplacer les mots « au Congo, au Ruanda-Urundi ou au siège d'un poste diplomatique et consulaire » par les mots « à l'étranger ».

Art. 42.

Ajouter un littéra b), libellé comme suit :

b) Au § 1^{er}, 2^e, les mots : « Cette disposition n'est pas applicable aux miliciens incorporés dans les bases métro-

Art. 27.

1) In artikel 46, § 1, de woorden « in Congo, in Ruanda-Urundi of » weglaten.

2) In de §§ 3, 4 en 5 van hetzelfde artikel, respectievelijk de woorden weglaten : « door de Gouverneur-Generaal van Congo », de « Gouverneur-Generaal », « door de Gouverneur-Generaal of ».

3) In § 6 van hetzelfde artikel de woorden weglaten : « door de Belgische overheid in Congo of in Ruanda-Urundi of ».

VERANTWOORDING.

De gevraagde schrappingen in de nieuwe tekst van artikel 46 van de gecoördineerde dienstplichtwetten spruiten voort uit de gebeurtenissen in Congo.

Art. 33bis (nieuw).

Een artikel 33bis (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

« In artikel 61, lid 2, worden de woorden « de commandant van het centrum » door « de gouverneur » vervangen.

VERANTWOORDING.

Alvorens zelfs de dienstplichtige naar het recruterings- en selectiecentrum op te roepen is de Gouverneur over het algemeen op de hoogte van de wettige redenen, die een keuring aan huis opleggen.

Wanneer die toestand zich voordoet is het logischer dat de Gouverneur de betrokkene rechtstreeks naar de Herkeuringsraad kan verwijzen voor de toepassing van de bepalingen betreffende de keuring aan huis zonder dat de Commandant van het Centrum er moet bij betrokken worden.

Art. 34.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Artikel 62 wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

Art. 62. — Bij het verlaten van het centrum wordt de geschikt bevonden dienstplichtige huiswaarts gezonden in afwachting van zijn oproeping voor de werkelijke diensttermijn.

De bepalingen van artikel 102 zijn op hem toepasselijk. »

VERANTWOORDING.

Ten einde een vaste wettelijke grond te geven aan de oproeping van de afwezige dienstplichtige die in het recruterings- en selectiecentrum geschikt werd bevonden en voor de werkelijke dienst wordt opgeroepen, bleek het noodzakelijk artikel 62 aan te vullen met een bepaling waarbij uitdrukkelijk voorzien wordt dat de bepalingen van artikel 102 op deze dienstplichtige toepasselijk zijn.

Art. 35.

Littéra b) van dit artikel weglaten.

Art. 36.

In littéra a), de woorden « in Congo, in Ruanda-Urundi of ten zetel van een diplomatieke of consulaire post » vervangen door de woorden « in het buitenland ».

Art. 42.

Een littéra b) toevoegen, dat luidt als volgt :

b) In § 1, 2^e, worden de woorden « Deze bepaling is niet van toepassing op de dienstplichtigen ingedeeld bij de

politaines d'Afrique. Le Roi détermine le nombre de jours de congé de faveur à leur accorder » sont supprimés.

JUSTIFICATION (art. 35, 36 et 42).

Les modifications proposées résultent des événements du Congo.

Art. 66.

Remplacer le texte de cet article, par ce qui suit :

« A l'article 107, § 1^{er} :

a) les mots « traité comme » sont remplacés par « réputé »;

b) au 1^o, alinéa 2, les mots « au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ou » sont supprimés;

c) au 1^o, il est ajouté un 3^e alinéa rédigé comme suit :

« Dans ces cas, le fait d'être réputé déserteur supprime l'état d'insoumission ».

d) le 2^e est remplacé par la disposition suivante :

« 2^e. Le milicien désigné pour le service qui n'a pas rejoint son corps ou service en temps de paix dans les quinze jours, en temps de guerre dans les trois jours après la date fixée »;

e) le 4^e est remplacé par la disposition suivante :

« 4^e. Celui qui, exclu ou renvoyé de l'armée, et mis à la disposition du Ministre de la Défense nationale en vertu de l'article 15, § 4, ne s'est pas rendu à l'endroit désigné dans les trois jours après la date fixée ».

JUSTIFICATION.

Outre les modifications déjà prévues par le projet de loi à l'article 107, § 1^{er}, des lois sur la milice, il est nécessaire de supprimer au 1^o les mots « au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ou » et de remplacer le 2^e par une nouvelle disposition. Celle-ci fait l'objet du littéra d) du nouveau texte de l'article 66 du projet de loi et a pour but de comprendre dans un même texte tous les miliciens désignés pour le service, qu'ils aient ou non comparus au Centre de Recrutement. On comble ainsi une lacune de la loi.

Art. 68.

A l'article 109 ajouter un § 3 libellé comme suit :

« Les inscrits qui sont appelés à former le contingent de 1962 ou un contingent antérieur, ou qui, étant compris dans un de ces contingents ne sont pas encore au service actif, peuvent obtenir le sursis ou la dispense dans les conditions prévues aux articles 10, § 2, 2^e et § 4, 5^e ou 12, § 1, 1^o.

La demande doit être introduite, sous peine de non recevabilité auprès du Gouverneur de province de leur domicile de milice, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi ».

JUSTIFICATION.

Des dispositions transitoires sont nécessaires pour faire bénéficier le cas échéant des nouvelles possibilités de sursis et de dispense les miliciens des levées antérieures qui résident à l'étranger, principalement au Congo.

Il en est de même, mais en ce qui concerne les sursis seulement, pour certains marins et élèves des écoles de navigation qui, sans ces sursis supplémentaires, ne réuniraient pas les conditions pour obtenir la dispense.

Le Vice-Président du Cabinet,
Ministre de l'Intérieur,

moederlandse basissen in Afrika. Het aantal hun te verlenen dagen gunstverlof wordt door de Koning bepaald » geschrapt.

VERANTWOORDING (artikelen 35, 36 en 42).

De voorgestelde wijzigingen zijn een gevolg van de gebeurtenissen in Congo.

Art. 66.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« In artikel 107, § 1 :

a) worden de woorden « behandeld als » vervangen door « beschouwd als »;

b) worden in 1^o, lid 2, de woorden « in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi of » geschrapt;

c) wordt aan 1^o een 3^e lid toegevoegd luidend als volgt :

« In deze gevallen heft het feit als deserteur te worden beschouwd de staat van dienstweigeraar op »;

d) wordt 2^e vervangen door de volgende bepaling :

« 2^e. De voor de dienst aangewezen dienstplichtige die zich in vreedstijd binnen vijftien dagen en in oorlogstijd binnen drie dagen na de gestelde datum niet bij zijn korps of dienst heeft vervoegd »;

e) wordt de tekst van 4^e door de volgende bepaling vervangen :

« 4^e. Hij die, uitgesloten of uit het leger weggezonden en ter beschikking van de Minister van Landsverdediging gesteld, krachtens artikel 15, § 4, zich binnen drie dagen na de gestelde datum niet naar de hem aangewezen plaats heeft begeven ».

VERANTWOORDING.

Benevens de wijzigingen aan artikel 107, § 1, van de dienstplichtwet reeds bij het wetsontwerp voorzien, is het noodzakelijk in de 1^o de woorden « in Belgisch Congo of in Ruanda-Urundi of » te schrappen en 2^e door een nieuwe bepaling te vervangen. Deze laatste komt voor onder littéra d) van de nieuwe tekst van artikel 66 van het wetsontwerp en heeft ten doel al de voor de dienst aangewezen dienstplichtigen te omvatten, hetzij deze al dan niet in het Recruterings- en Selectiecentrum zijn verschenen. Aldus wordt een leemte in de wet aangevuld.

Art. 68.

Aan artikel 109 een § 3 toevoegen, dat luidt als volgt :

« De ingeschrevenen die in aanmerking komen voor de samenstelling van het contingent, of die, begrepen zijnde in een van deze contingents, nog niet hun actieve dienst volbrengen, kunnen uitstel of vrijlating krijgen onder de voorwaarden bepaald in artikelen 10, § 2, 2^e en § 4, 5^e of 12, § 1, 1^o.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moeten zij hun aanvraag indienen bij de gouverneur van de provincie hunner militiewoonplaats binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet ».

VERANTWOORDING.

Overgangsbepalingen zijn noodzakelijk ten einde eventueel de dienstplichtigen van vorige lichtingen die in de vreemde en vooral in Congo verblijven, van de nieuwe mogelijkheden inzake uitstellen en vrijlating te laten genieten.

Hetzelfde geldt, maar alleen wat betreft de uitstellen, voor sommige matrozen en leerlingen van de zeevaartscholen, die, zonder deze bijkomende uitstellen, de voorwaarden niet zouden vervullen om vrijlating te bekomen.

De Ondervoorzitter van het Kabinet,
Minister van Binnenlandse Zaken,

R. LEFEBVRE.